

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, le 6 avril 2021

CDDG(2021)1
Point 3 de l'ordre du jour

**COMITE EUROPEEN SUR LA DEMOCRATIE ET LA GOUVERNANCE
(CDDG)**

**ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DU CDDG
CONFORMEMENT A SON MANDAT POUR 2020-2021**

Note du Secrétariat
établie par la
Direction générale de la démocratie
Division de la gouvernance démocratique

Introduction

Le présent document fournit des informations sur l'état de mise en œuvre des tâches principales et spécifiques du Comité européen sur la démocratie et la gouvernance (CDDG) pour l'exercice biennal 2020-2021.

Action

Le CDDG est invité à prendre note des informations ci-dessous et à les utiliser comme base de discussion sur les progrès réalisés, les défis à venir et l'identification de nouvelles priorités éventuelles pour le travail du CDDG.

ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS DU CDDG CONFORMEMENT SON MANDAT 2020-2021

PRINCIPALES TÂCHES

Sous l'autorité du Comité des Ministres, compte tenu des rapports du Secrétaire Général sur la situation de la démocratie, des droits de l'homme et de l'Etat de droit, et en s'appuyant sur les réalisations dans le domaine de la démocratie locale et régionale et de la gouvernance à plusieurs niveaux, le Comité européen sur la démocratie et la gouvernance (CDDG) guidera les travaux intergouvernementaux du Conseil de l'Europe dans le domaine de la démocratie et de la gouvernance démocratique et conseillera le Comité des Ministres dans son domaine de compétence, en tenant pleinement compte des perspectives transversales appropriées. Le CDDG aura pour mission globale de contribuer au renforcement des institutions démocratiques, aux réformes de l'administration publique, à la décentralisation et à la bonne gouvernance, tout en posant un accent particulier sur le renforcement de la participation des citoyens et de l'éthique publique. Le CDDG s'attaquera aussi à la question de comment saisir les opportunités offertes par le développement technologique et faire face aux défis qu'il pose afin de renforcer la gouvernance et la démocratie ainsi que la confiance des citoyens. En particulier, le CDDG est chargé de

| Tâches générales | Etat de mise en œuvre en 2020 |
|---|---|
| (i) servir de forum dans lequel les membres, en y associant le cas échéant les participants et les observateurs, échangent des informations, points de vue et expériences et diffusent des bonnes pratiques en matière de conception et de mise en œuvre de réformes, y compris par le biais de la compilation de bonnes pratiques et de l'élaboration des lignes directrices ; | <ul style="list-style-type: none"> - au cours de la 11e réunion du CDDG, le guide sur l'éthique publique a été mis à jour avec des études de cas supplémentaires fournies par les membres du CDDG, - les lignes directrices sur la démocratie électronique sous forme de boîte à outils, ont été approuvées lors de la 11e réunion du CDDG, comprennent une multitude d'études de cas fournies par les membres du CDDG, - un site web sur les réponses nationales au Covid-19 a été mis en place, avec des informations fournies par les membres du CDDG, - en juin 2020, la réunion thématique du CDDG sur la réponse de la gouvernance démocratique au Covid-19 a fourni une plate-forme aux membres du CDDG et aux autres participants pour discuter de la manière de garantir que la réponse à la pandémie actuelle est conforme aux normes démocratiques et aux 12 Principes de bonne gouvernance démocratique. Plusieurs ministres ont pris la parole lors de la réunion thématique, notamment le Vice-Ministre de la protection civile de la Grèce, le Ministre de l'Administration publique de la Croatie, le Vice-Ministre de l'intérieur de l'Albanie et le Secrétaire d'État au gouvernement local de la Serbie, |

| | |
|--|--|
| | <p>- lors de sa 12^e réunion plénière, le CDDG a approuvé un rapport sur la gouvernance démocratique et le Covid-19. Ce rapport analyse les réponses au questionnaire sur les réponses nationales fournies par les membres du CDDG. De plus, des représentants des gouvernements de Finlande, Allemagne et République slovaque ont présenté les réformes et politiques en cours dans leurs pays, au sujet de la mise en œuvre des 12 Principes de bonne gouvernance démocratique, de la numérisation de l'administration publique et des collectivités locales</p> |
| <p>(ii) répondre aux demandes concernant la législation, les pratiques et les expériences au niveau national, émanant des Etats membres qui envisagent de revoir leurs politiques et de réformer leur législation, y compris par le biais d'examen par les pairs et le service de réponse rapide ;</p> | <p>En 2020, 7 questionnaires ont été diffusés par le biais du service de réponse rapide. Au 1^{er} avril, 2 questionnaires de SRR ont été envoyés en 2021.</p> <p>Lors de sa 12^e réunion plénière, le CDDG a convenu de mesures pour améliorer la visibilité du Service de réponse rapide. En conséquence, la page internet du CDDG a été mise à jour avec des informations sur le SRR.</p> <p>Un examen par les pairs sur la consolidation territoriale / fusion municipale a eu lieu dans le cadre du projet du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance en République slovaque, en janvier 2021. Un autre examen par les pairs a été demandé par la Finlande. La date sera fixée en temps utile.</p> |
| <p>(iii) développer en tant que de besoin des normes relatives à la modernisation des institutions démocratiques, de l'administration publique, la participation des citoyens et la gouvernance démocratique à tous les niveaux ;</p> | <p>En mars 2020, le Comité des Ministres a adopté les lignes directrices sur l'éthique publique. Le CDDG prépare actuellement un projet de lignes directrices sur les normes électorales et un projet de recommandation sur la responsabilité des élus aux niveaux local et régional.</p> |
| <p>(iv) promouvoir la mise en œuvre des 12 Principes de bonne gouvernance au moyen d'actions ciblées et d'outils du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance ;</p> | <p>- Les 12 Principes de bonne gouvernance démocratique sont constamment mentionnés dans tous les documents du CDDG et constituent la base des boîtes à outils et des critères de référence du Centre d'expertise.</p> |

| | |
|---|--|
| | <p>- En 2020, une nouvelle boîte à outils et un nouveau référentiel sur l'éthique publique pour les autorités centrales ont été finalisés. Elle reflète les lignes directrices 2020 sur l'éthique publique et complète une boîte à outils et un référentiel existants applicables au niveau local (la conduite éthique est le principe 6). De plus,</p> <p>- Lors de sa participation à la Conférence internationale en ligne sur la participation civile à la prise de décision, le président <i>ad interim</i> du CDDG participe aux travaux du CDDG dans ce domaine, qui développe le principe 1 des 12 Principes de la bonne gouvernance démocratique, ainsi que la boîte à outils sur la participation civile du Centre d'expertise, qui a été mise à jour en 2020.</p> |
| (v) sans préjudice des mandats des comités intergouvernementaux du Conseil de l'Europe qui suivent déjà les travaux des mécanismes de monitoring, suivre les activités des organes de monitoring et des autres organes ou mécanismes conventionnels pertinents ; | Le CDDG suit les activités des autres organes du Conseil de l'Europe travaillant dans le domaine de la démocratie et de la gouvernance. Une mise à jour des activités pertinentes du Secrétaire Général, du Comité des Ministres, de l'Assemblée parlementaire, du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, de la Conférence des OING, de la Commission de Venise et du GRECO est fournie dans un mémorandum du Secrétariat qui est soumis au CDDG lors de chaque réunion plénière. |
| (vi) contribuer et assurer un suivi aux sessions du Forum mondial de la démocratie du Conseil de l'Europe dès lors que ses thèmes font partie du mandat du CDDG ; | <p>Le CDDG est régulièrement informé sur la préparation du Forum.</p> <p>Il est proposé que le CDDG contribue à la campagne « 12 mois, 1 question » avec l'organisation de webinaires respectivement sur l'aménagement urbain, les partenariats publics/privés et l'administration verte.</p> |
| (vii) promouvoir et suivre la mise en œuvre des instruments non contraignants qu'il a préparés ; | Le CDDG promeut la mise en œuvre des instruments non contraignants qu'il a préparés à travers les projets qui sont conçus et mis en œuvre par le Centre d'expertise et ses boîtes à outils. |
| (viii) procéder à un échange de vues annuels afin d'évaluer ses activités et de conseiller le Comité des Ministres et la Secrétaire Générale sur les priorités futures dans son secteur, y compris les nouvelles activités éventuelles et celles qui pourraient être arrêtées ; | Cet échange de vues a eu lieu lors de la 12e réunion du CDDG. Lors de sa 13 ^e réunion plénière, le CDDG discutera des priorités possibles pour son prochain mandat. |

| | |
|---|---|
| <p>(ix) veiller aux perspectives d'égalité de genre et des droits de l'enfant, à l'édification de sociétés cohésives et à la promotion et la protection des droits des personnes handicapées dans l'exécution de ses tâches tout en associant de façon étroite la société civile dans ses travaux ;</p> | <p>Des rapporteurs sur l'égalité des genres et le handicap ont été nommés. Le CDDG examinera des mesures pour renforcer l'approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes dans ses travaux lors de sa 13^e réunion plénière. La société civile est étroitement associée aux activités du CDDG grâce à la participation active des représentants de la Conférence des OING.</p> |
| <p>(x) conformément aux décisions CM/Del/Dec(2013)1168/10.2 du Comité des Ministres, procéder à intervalles réguliers, dans les limites des ressources disponibles et en tenant compte de ses priorités, à un examen de certaines ou de toutes les conventions placées sous sa responsabilité, en coopération, le cas échéant, avec les organes conventionnels pertinents, et en faire rapport au Comité des Ministres.</p> | <p>Des activités spécifiques pour mettre en œuvre cette tâche ne sont pas prévues actuellement dans le programme de travail du CDDG. En général, par leurs activités, le CDDG et le Centre d'expertise pour la bonne gouvernance suivent les développements concernant la mise en œuvre de la Charte de l'autonomie locale ainsi que des instruments du Conseil de l'Europe sur la coopération transfrontalière. Le Centre d'expertise pour la bonne gouvernance a fourni des avis juridiques et politiques sur la mise en œuvre/le respect de la Charte dans le cadre de ses activités de coopération, à la demande de l'Etat membre concerné.</p> |
| <p>(xi) contribuer à la réalisation de l'Agenda 2030 des Nations Unies pour le développement durable, en particulier en ce qui concerne l'objectif 11 : Villes et communes durables et l'objectif 16 : Paix, Justice et Institutions efficaces.</p> | <p>Les SDG sont pris en compte dans les travaux du CDDG et du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance. Une page spéciale sur les SDG a été créée sur la page web de la division de la gouvernance démocratique.</p> |

TÂCHES SPÉCIFIQUES

| | |
|--|---|
| <p>(i) S'appuyant sur ses travaux antérieurs sur la démocratie électronique et en tenant compte des résultats de la 129e session du Comité des ministres à Helsinki, préparer un rapport sur l'impact de la transformation numérique, y compris l'intelligence artificielle et l'automatisation des prises de décision, sur la démocratie et la bonne gouvernance, de façon à également contribuer aux travaux du CAHAI.</p> | <p>L'approbation de l'étude est prévue lors de la 13^e réunion plénière du CDDG.</p> <p>Le rapporteur sur la démocratie et la technologie (M. Peter Andre, Autriche) assure la coordination et la liaison avec le CAHAI.</p> <p>Un espace web restreint a été mis en place pour que tous les membres du CDDG puissent avoir accès aux documents de travail du groupe de travail et contribuer à ses activités à distance.</p> |
| <p>(ii) Développer des normes sur les nouvelles technologies et leur utilisation dans les différentes étapes du processus électoral (y inclus pour l'enregistrement des électeurs, la transmission et la tabulation des résultats, etc.), dans la forme d'une recommandation du Comité des Ministres ou de lignes directrices pour donner suite aux rapports du Secrétaire général sur la situation de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit et en tenant compte des résultats de la 129e session du Comité des ministres à Helsinki, ainsi que des travaux de la Commission de Venise dans ce domaine.</p> | <p>Lors de sa première réunion, le groupe de travail sur la démocratie et la technologie a tenu deux auditions sur cette question et a examiné un document d'un expert consultant exposant la question. Durant la troisième réunion, le groupe de travail a eu un échange avec la Commission de Venise et a rédigé un questionnaire en vue de la collecte d'information par l'intermédiaire du CDDG. A sa quatrième réunion, le groupe de travail a examiné les réponses au questionnaire. Le CDDG examinera un avant-projet de lignes directrices lors de sa 13^e réunion plénière.</p> <p>Un espace web restreint a été mis en place afin que tous les membres du CDDG puissent avoir accès aux documents de travail du groupe de travail et contribuer à ses activités à distance.</p> |
| <p>(iii) Elaborer une recommandation du Comité des Ministres sur la responsabilité démocratique des représentants élus et des organes électifs aux niveaux local et régional en complément de la Recommandation CM/Rec(2019)3 sur le contrôle des actes des collectivités locales et afin de mettre à jour le travail précédent dans ce domaine.</p> | <p>Le groupe de travail sur la responsabilité a tenu deux réunions en 2020 et une en 2021. Il a convenu du champ d'application de la recommandation et a décidé de proposer au CDDG un délai plus long pour finaliser ses travaux, dans le cadre de l'exercice biennal en cours. Un questionnaire a été envoyé aux membres du CDDG afin de recueillir des informations supplémentaires. Les réponses sont examinées avec l'aide de deux expert-consultants. Le CDDG examinera les éléments préliminaires d'un projet de recommandation lors de sa 13^e réunion plénière.</p> |

| | |
|--|--|
| | Un espace web restreint a été mis en place afin que tous les membres du CDDG puissent avoir accès aux documents de travail du groupe de travail et contribuer à ses activités à distance. |
| (iv) Promouvoir les lignes directrices et le manuel révisé sur l'éthique publique à tous les niveaux de gouvernement. | <ul style="list-style-type: none"> - Le site web de la division de la gouvernance démocratique a été mis à jour pour donner plus de visibilité aux travaux sur l'éthique publique. - En 2020, une nouvelle boîte à outils et grille d'évaluation sur l'éthique publique pour les autorités centrales a été finalisée suite à son examen par le CDDG. Elle reflète les lignes directrices 2020 sur l'éthique publique et complète une boîte à outils et un référentiel existants applicables au niveau local (la conduite éthique est le principe 6). |
| (v) Contribuer à la mise en œuvre de la prochaine Stratégie de gouvernance numérique dans son domaine de compétence. | La nouvelle stratégie n'est pas encore définitive. Le CDDG pourrait contribuer à sa mise en œuvre par ses travaux sur l'administration en ligne, la démocratie en ligne, la transformation numérique et l'intelligence artificielle. |
| (vi) Contribuer à la mise à jour des boîtes à outils du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance en tenant compte des pratiques les plus récentes ainsi que des principes d'efficience et d'efficacité. | En 2020, 4 boîtes à outils ont été mises à jour (Participation civile, Grille d'évaluation en matière de finances locales, EDEN et Programme de formation au leadership). De plus, 2 nouvelles boîtes à outils ont été initiées et seront complétées après la 12 ^e réunion plénière du CDDG, l'une sur la résilience et la préparation aux situations d'urgence et l'une sur le télétravail à l'intention des administrations publiques. |
| (vii) Faire rapport sur une base régulière au Comité des Ministres sur les travaux et les résultats de la Plateforme d'acteurs européenne qui accorde l'accréditation aux plateformes d'acteurs ou organismes nationaux autorisés à décerner le Label européen d'excellence en matière de gouvernance. | Ce rapport fait partie du rapport annuel du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance. Le 25 février 2020, le rapport 2019, dont une partie porte sur ELoGE, a été présenté au GR-DEM. Le Comité des Ministres en a ensuite pris note. Le CDDG a examiné le rapport 2020 du Centre d'expertise lors de sa 12 ^e réunion. Il a été présenté au GR-DEM. Le Comité des Ministres en a pris note. |
| (viii) Examiner les progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations Unies (UNODD), comme en témoignent les mécanismes de suivi, l'établissement de normes et l'échange d'expériences et de bonnes pratiques. | Une page spéciale sur la façon dont le CDDG et le Centre d'expertise pour la bonne gouvernance contribuent aux SDG a été créée sur la page web de la Division de la gouvernance démocratique. |

REUNIONS TENUES EN 2020-2021

| | Dates des reunions | Modalités |
|--|---------------------------|------------------|
| Bureau | | |
| | 20 avril 2020 | Visioconférence |
| | 12 mai 2020 | Visioconférence |
| | 12 juin 2020 | Visioconférence |
| | 30 juillet 2020 | Visioconférence |
| | 24 août 2020 | Visioconférence |
| | 8 octobre 2020 | Visioconférence |
| | 6 novembre 2020 | Visioconférence |
| | 29-30 mars 2021 | Visioconférence |
| Bureau élargi (Plateforme d'acteurs européenne) | 24 mars 2020 | Visioconférence |
| | 29 mars 2021 | Visioconférence |
| CDDG | | |
| Réunion thématique sur le Covid-19 | 18 juin 2020 | Visioconférence |
| 11e session plénière | 10-11 septembre 2020 | Visioconférence |
| 12e session plénière | 25-27 novembre 2020 | Visioconférence |
| Groupe de travail sur la démocratie et la technologie (GT-DT) | | |
| | 27-28 janvier 2020 | A Strasbourg |
| | 23 septembre 2020 | Visioconférence |
| | 22-23 octobre 2020 | Visioconférence |
| | 8 février 2021 | Visioconférence |
| Groupe de travail sur la responsabilité (GT-RE) | | |
| | 13-14 février 2020 | A Strasbourg |
| | 28-29 septembre 2020 | Visioconférence |
| | 8-9 mars 2021 | Visioconférence |